

supplément No 8 pour la Suisse au journal .

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

décembre 77

**A LA FTMH :
HARO SUR LES GAUCHISTES**

"MANIFESTE 77"

PCS/ML ET DEFENSE NATIONALE

**UN SEUL REFRAIN POUR LA
BOURGEOISIE : EXPORTER PLUS !**

LMR, PDT ET TERRORISME

LA DEMOCRATIE SE BLINDE

Ce qui distingue notre Parti: La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Fr. 1.-

LA DEMOCRATIE SE BLINDE

En Suisse, paradis depuis 40 ans de la "Paix sociale", hâvre douillet des capitaux en mal d'une nouvelle virginité, la démocratie se blinde, malgré les pseudos "droits populaires" que sont les droits d'initiative et de référendum.

La bourgeoisie, magnifiquement secondée par la Sociale-démocratie historique, prépare ses armes, tant juridiques que policières pour affronter un jour le réveil du prolétariat. Depuis quelques temps, beaucoup d'indices sont apparus. En 70 déjà, le Conseil Fédéral avait essayé de faire passer son projet d'une Police Mobile Intercantonale (PMI), "groupe choc" prêt à intervenir en tout temps et en tout lieu pour écraser tout mouvement de révolte susceptible de perturber de façon dangereuse l'ordre public. Après l'échec de cette tentative, Furgler vient de proposer aux chambres un nouveau projet; la Police Fédérale de Sécurité (PFS) constituée de 1000 hommes équipés d'armes de guerre (blindés, pistolets mitrailleurs, etc...) dont le crédit de départ a été demandé et fixé à 7 millions, "pour maintenir l'ordre intérieur".

A l'unanimité moins une voix, le Conseil des Etats a accepté le projet, gageons qu'il en sera de même pour le Conseil National à la prochaine session parlementaire.

Et devant cette nouvelle preuve du renforcement de la "démocratie helvétique", 30 organisations de gauche (!!!) ont décidé le 8 octobre de lancer un référendum ! Bien heureuse démocratie qui a dans ces bagages, non seulement la faculté de s'armer à l'avance contre les assauts futurs du prolétariat, mais possède également ces inépuisables amortisseurs du mécontentement que sont les "droits populaires" de la démocratie semi-directe.

Chaque fois qu'il faudrait s'opposer aux projets de renforcement du blindage de l'Etat bourgeois en se plaçant sur le terrain de classe, du "centre gauche à l'extrême-gauche (LMR)

c'est la même réponse sur le terrain de la démocratie bourgeoise: LANCONS UN REFERENDUM, LANCONS UNE INITIATIVE !

D'un coté, 1000 hommes prêts à tout, bardés de cuir et d'acier de l'autre 30 organisations bêtantes s'escrimant à faire signer 50 000 fois une feuille de référendum.

Alors que l'Etat est intervenu à Moutier comme en pays occupé, avec les grenadiers, que plusieurs chasses aux sorcières ont été organisées en Argovie pour trouver les contacts de la FAR et que dans plusieurs cantons sont placardés dans les bâtiments publics les têtes des membres recherchés de la FAR en faisant appel à la délation la plus basse, alors que le 27 janvier 77 Furgler signait la "Convention européenne contre le terrorisme" et que le procès des anarchistes Peter Egloff et Daniel von Arb s'est terminé en Septembre par de lourdes peines de prison dans l'indifférence générale, alors que des troupes spéciales des polices cantonales s'entraînent au "camp de Drognens" à la lutte anti-guérilla et que la presse suisse comme ses consocoeurs européenne a entamé une campagne d'intoxication contre les militants de la FAR, c'est toujours la même réaction automatique dans tout l'éventail de gauche : LE REFERENDUM

Pour tous ces gens, qui ne savent que pleurer sur la dureté de l'Etat, il n'est pas question de placer la lutte sur le terrain de la lutte de classe. Toujours en retard d'une longueur sur la préparation de l'Etat dans sa lutte contre le danger prolétarien, nos "distingués hommes de gauche" ne savent que lui courir après avec sous le bras un paquet de feuilles signées. Et dans cette mascarade, où la "gauche bourgeoise" se contente d'une opposition loyale et démocratique, l'Etat prépare dans les coulisses des armes qui, le moment venu, devant le danger prolétarien, seront admises par TOUTS les "partis ouvriers-bourgeois" au nom de la défense de l'économie nationale, de la patrie, bref au nom

de la défense de l'ordre bourgeois face au "chaos prolétarien".

Grâce à cette représentation tragi-comique, les représentants officiels - et les candidats représentants - font tout pour que la classe ouvrière reste totalement désorganisée politiquement et organisationnellement le jour où il se révèle nécessaire, sous la poussée des faits matériels de se battre sur le terrain de la lutte de classe.

** ** *

Pour les communistes, la lutte contre l'Etat bourgeois passe dès aujourd'hui par la proclamation à haute voix des conditions de la reprise du mouvement de classe. Pour les communistes, l'utilisation des "instruments de la démocratie" ne peuvent en aucun cas, surtout dans un pays aussi atteint que la Suisse par ce virus, permettre de lutter efficacement contre l'armement de l'Etat bourgeois. Au contraire, ces moyens sont une perte de temps dans la préparation du prolétariat à affronter sur SON TERRAIN et avec SES PROPRES ARMES l'Etat démocratique. Pour les communistes il n'y a pas de miracle pour faire reculer l'Etat dans ses projets répressifs et ils savent depuis longtemps que seul le rapport des forces entre les classes est significatifs. Si il en était autrement, c'est toute la conception marxiste de l'histoire qu'il faudrait jeter aux orties, comme l'a fait au début de ce siècle la sociale-démocratie et 20 ans plus tard son petit frère le stalinisme.

Mais préparer la classe à affronter ses tâches historiques cela implique qu'aujourd'hui les communistes n'hésitent pas à défendre contre la répression bourgeoise des individus ou groupes qui ont osé rompre le monopole de la violence de l'Etat capitaliste, même quand c'est au nom d'une idéologie aussi étrangère au marxisme que celle de la FAR.

Préparer la riposte de classe, c'est démontrer au prolétariat, la nécessité de se placer toujours sur le terrain de classe, jamais sur le terrain de la collaboration avec la mystificatrice démocratie.

Préparer la classe à affronter l'Etat bourgeois, c'est dès aujourd'hui proclamer l'exigence de l'autodéfense ouvrière contre la violence étatique ou para-

étatique, notamment en cas de grève, et organiser là où c'est possible dans la mesure où c'est possible des détachements spéciaux à cet effet.

C'est en armant le prolétariat politiquement et organisativement que l'on luttera le plus efficacement contre le renforcement du blindage de l'Etat.

La grève est l'arme des prolétaires sur le terrain de la lutte économique. La lutte contre l'Etat commence par la "grève politique". Et ce moyen de pression a une autre puissance que les torchons de papier que sont les initiatives et les référendums.

LMR, PDT ET TERRORISME

LMR :

A l'occasion de l'enlèvement de Schleyer la LMR vient de prendre une position contre les anarchistes allemands qui ne peut qu'écoeurer tous les révolutionnaires sincères. Ce que ne peut pas comprendre la LMR qui rêve d'une révolution "eau de rose", c'est que tout processus de crise capitaliste entraîne des actions de violence individuelle contre les représentants du capital, actions désordonnées et sans avenir historique en tant que telle, mais qui sont souvent les signes précurseurs d'affrontements plus violents et plus larges entre les classes. Elle ne peut pas comprendre non plus que ces actions sont aussi une réaction logique à la toute puissance de l'opportunisme qui sape toute action prolétarienne directe.

Pour la LMR, ces actions font le jeu de la bourgeoisie car elles servent de "prétexte au renforcement de l'Etat policier" (titre de l'article sur la RFA dans "La Brèche" no 169). Les terroristes deviennent donc des ennemis de la classe ouvrière à combattre avec fermeté (mais n'est ce pas là, en joignant vos voix au concert qui s'élève contre les militants anarchistes, le meilleur moyen de venir au

secours de l'Etat bourgeois pour l'aider à renforcer dans le consensus social son arsenal policier?)

C'est ainsi que: "Celui qui veut contribuer à sortir la classe ouvrière de l'impasse où elle se trouve en RFA doit clairement et ouvertement s'opposer aux méthodes réactionnaires (sic) de la terreur" (Bureau politique de la LMR, "La Brèche" no 167). Et voilà comment on rejoint le camp de l'opportunisme en se mêlant aux bramées de ceux, staliniens et sociaux-démocrates, pour qui toute forme de violence est réactionnaire et "fait le jeu de la bourgeoisie".

La LMR a une théorie bien à elle de la violence révolutionnaire: cette violence ne devrait être utilisée que comme "contre-violence" à la violence bourgeoise "le jour où (le mouvement ouvrier) prendra lui-même son destin en main". Les communistes ont toujours défendu le principe fondamental que l'insurrection, la guerre civile révolutionnaire, n'ont pas, pour éclater sur la scène historique, à attendre le déferlement de la terreur blanche et que ce serait une absurdité de renoncer à l'initiative de la violence ouvrière contre la bourgeoisie (sinon il

n'y aurait pas eu d'Octobre 17!).

Ce qui motive la LMR dans sa dangereuse conception de la "contre-violence" c'est bien évidemment son incapacité à envisager le passage du pouvoir au prolétariat autrement que dans une phase de transition amenant réformistes et pseudo-révolutionnaires à un gouvernement de front uni. Dans une telle alliance avec l'opportunisme il ne saurait donc être question de violence prolétarienne, il ne reste plus qu'à subir la violence bourgeoise! Cela l'amène à rejeter la dictature de classe qui exerce nécessairement sa terreur contre les anciennes classes dominantes et qui est une réalité inséparable de la révolution, n'en déplaise à nos centristes qui affirment: "L'image du socialisme ne peut et ne doit en aucun cas devenir celle de la terreur".

Il n'est donc pas étonnant de voir la LMR épouser -en arrondissant les angles- la théorie de l'opportunisme à propos de la violence terroriste, à savoir: "terrorisme = provocation = répression = réaction".

Il n'est donc pas étonnant non plus de constater l'indifférentisme de la LMR, révélé par le mutisme qu'elle observe à ce sujet, vis-à-vis des lourdes condamnations prononcées le 19 septembre contre P. Egloff et D. von Arb (6 ans et demi et 5 ans de prison sous déduction de leur 29 et 16 mois de préventive!), ainsi que sur le procès à venir de P. Krause.

PDT :

L'opportunisme ne s'embarasse pas de mot, comme le fait la LMR, pour condamner le terrorisme anarchiste en RFA. Dans un éditorial de la "Voix Ouvrière" du 13/9/77, Jean Vincent s'en prend avec haine aux militants de la FAR: "Quand on a dit comme le rédacteur en chef du "Journal de Genève" que les gens de la FAR (Fraction Armée Rouge) sont des fils de bourgeois dé-

voyés, des voyous sans conscience, ni foi, ni loi, des enragés avec lesquels il ne peut être question de composer, cela contient une part de vérité mais est encore insuffisant"! Nous n'attendions pas d'autre jugement du PdT qui se fait une gloire de défendre mieux que quiconque l'Etat bourgeois et qui saura lui aussi réprimer les violences prolétariennes (sous

toutes les formes où elles peuvent éclater) lorsqu'il signera, comme en Italie, des pactes avec la bourgeoisie pour maintenir l'ordre.

Quant à Petra Krause qu'elle prenne garde: si les opportunistes "ont déploré (et combattu) la trop longue détention de P.K., jamais, au grand jamais ils n'ont approuvé ni même excusé ses actions et ses actes". Le PdT n'a pas eu un mot pour réclamer la libération des anarchistes zurichois ni pour protester contre leur jugement, il ne fera qu'approuver toute autre condamnation, à commencer par celle à venir de P.Krause.

UN SEUL REFRAIN POUR LA BOURGEOISIE : EXPORTER PLUS !

Le Conseil fédéral publiait en août dernier son 9ème rapport sur la politique extérieure. Que les bourgeois se rassurent un peu, les choses vont mieux: par rapport à la période correspondante de 1976, les exportations ont augmenté de 11,7% en volume, mais d'une manière inégale selon les secteurs industriels, le textile et la chimie ne suivant pas le mouvement. Il faut donc continuer à exporter plus car la survie du capital, toujours plus difficile avec la crise continue sur les marchés mondiaux, dépend essentiellement du marché extérieur.

Tous les capitalistes du monde ont ce refrain à la bouche: exporter plus qu'importer, voilà la solution! Et il leur faut une armée d'experts économiques pour en arriver là, pour annoncer au peuple attentif la dernière découverte vieille comme le premier billet de banque! Mais cette solution miracle n'est pas possible, ne serait-ce que du seul point de vue comptable, pour tout le monde et entraîne donc

les affrontements entre impérialismes pour se partager la part de lion du marché. Et cette obligation objective du capital de battre par tous les moyens son concurrent immédiat, prépare les futurs engorgements du marché qui provoqueront les nouvelles crises amplifiées par cent.

Exporter plus c'est pour le capital se sauver peut être aujourd'hui mais c'est surtout jeter les bases solides de la crise de surproduction de demain! Et cette crise sera bien plus profonde que celle d'aujourd'hui que la bourgeoisie présente au prolétariat comme un simple accident de parcours limité dans le temps et dans sa profondeur. Les menaces verbales et les pressions diplomatiques céderont alors la place à la parole des armes.

Cela ils ne le chantent pas fort!

**permanence
du parti**

EN SUISSE

o A Lausanne : tous les mercredis de 18 à 20 h. ainsi qu'en général tous les 1er et 3e samedis de chaque mois, de 10 à 12 h., 52, rue Pré-du-Marché, 1er étage à droite : "Atelier".

"MANIFESTE 77"

En réaction à la politique trop ouvertement droitrière de la direction centrale de la FTMH, vient d'apparaître en Suisse romande une tendance "d'opposition" groupée autour d'un programme rédigé par quelques syndicalistes dont Besuchet est certes le plus éminent. Dans la confusion régnant aujourd'hui sur le mouvement ouvrier, une question se pose donc immédiatement: le Manifeste et les perspectives qu'il définit dans le texte du "développement" est-il un mouvement d'opposition classiste ou n'est-il que l'émanation de certains bureaucrates qui après avoir été, trop souvent entraînés dans la boue par les ouvriers les plus combattifs (et nous pensons surtout à ceux de Matisa) ont envie de changer leur linge sale ?

Dans cet article nous nous donnons comme but de montrer qu'il n'est en fait que le résultat de l'état de prise entre les directions syndicales, provoqué par la crise capitaliste qui a révélée à certains l'impossibilité pour la FTMH de canaliser sans perdre la confiance des ouvriers les énergies de classe, subitement libérées, dans la voie de la conciliation des intérêts du capital et du travail sans modifier la trop vieille politique de paix du travail absolue.

Le Manifeste établit son rapport de force en s'appuyant sur les ouvriers qui apposent leur signature au bas de la plate-forme de création, dégoûtés par le renoncement le plus total de la FTMH à toute lutte et reportant dans ce mouvement tout leur espoir "de voir changer le syndicat". A ces ouvriers, nous devons montrer qu'ils ne doivent rien attendre de ceux qui se revendiquent du texte du Manifeste et qui prônent comme but ultime quelques transformations démocratiques à la FTMH et quel doit être leur combat et leur attitude vis-à-vis de cette soit-disante opposition.

Pourquoi ce Manifeste? Depuis 1974, les conditions de vie de la classe ouvrière se sont aggravées avec brutalité. Subissant baisse de salaire, licenciements, chômage, augmentation des rythmes de travail, etc, la classe

ouvrière a rompu, dans une faible mesure certes mais suffisante pour créer une nouvelle situation, avec sa complète létargie et a plus d'une fois placées les directions syndicales dans des situations délicates pour elles. Le dilemme pour la FTMH est donc de faire respecter la paix du travail, sous une forme ou une autre, sans s'aliéner de son influence sur les ouvriers. On a donc parlé de paix du travail relative pour ménager la chèvre et le chou, mais cela ne résolvait les problèmes que sur le papier des déclarations officielles!

Matisa fut alors un des puissants détonateurs qui fit sauter la belle coction de naguère de la FTMH. Rappelons que la FTMH avait alors refusé d'appuyer la grève et s'était ainsi mis à dos l'ensemble des ouvriers. Par cette façon d'agir elle se coupait toute possibilité d'agir pour saboter efficacement la grève. Il avait fallu l'intervention du très lucide Besuchet pour redorer le blason de la FTMH.

De tels événements ne pouvaient que pousser une partie des bureaucrates à tenter de donner au syndicat une nouvelle stratégie pour faire admettre à la classe ouvrière les perspectives de la paix sociale.

L'ancien rapport de Ghelfi sur l'activité des gauchistes à l'intérieur de la fédération parachevait sans doute de cristalliser les positions du comité central et du Manifeste en gestation.

* * * * *

L'opposition au Manifeste de la centrale de la FTMH ne porte pas sur des questions fondamentales, c'est ce que nous allons maintenant montrer. En fait le Manifeste vient au secours de la FTMH qu'il juge "menacé dans son existence",

et cache sa vraie nature derrière un épais rideau de phrases aussi grandiloquentes que creuses sur l'avènement d'une "société nouvelle", "dont le moteur n'est plus la recherche du profit et dont le carburant n'est plus l'exploitation de l'homme par l'homme". Cette société sera bien évidemment l'enfant d'une "très large union de la gauche". Derrière le Manifeste c'est donc l'espoir du gouvernement de "gauche" comme solution à toutes les crises qui est ouvertement brandi.

Sur la question de la grève pas d'illusions à se faire, l'opportunisme de Besuchet et cie rejette bien la paix du travail absolue mais seulement parce qu'elle "ne se justifie plus"! En effet n'oublions pas que ces messieurs qui aujourd'hui cherchent à se refaire une virginité ont été les défenseurs assidus de la paix du travail absolue, alors que le capitalisme florissait et pouvait se permettre de jeter quelques miettes de son butin aux ouvriers. La collaboration ouverte de classe se justifiait donc à leurs yeux par "certains aspects positifs surtout sur le plan matériel". L'aveu est de taille! La grève, arme élémentaire de la classe ouvrière, n'est pas défendue, elle n'est que tolérée, elle n'apparaît pas comme la première nécessité de tout combat contre les patrons mais comme une arme ultime dont on ne se servirait qu'"au besoin".

Pas un mot donc pour appeler les prolétaires à renouer avec leurs armes de classe. L'occupation n'est même pas citée. Rien d'étonnant à cela, l'idéal de la collaboration de classe ne permet pas qu'on se livre à des rêveries de lutte de classe mais seulement à celles plus tendres pour la bourgeoisie d'une "véritable paix sociale" qui n'est possible selon les promoteurs du Manifeste que dans un Etat géré par la Gauche.

Le Manifeste est d'ailleurs clair sur la question de la paix du travail: "Les signataires du Manifeste 77 ne sont pas opposés à l'engagement pris par les

travailleurs par convention de renoncer pour une durée déterminée à des actions telles que la grève (**). Cet engagement ne devrait toutefois être pris que pour ce qui est réglé par la convention collective et dans la mesure où l'arbitrage des différents éventuels est garanti. Cette renonciation devrait se faire qu'au niveau des conventions régionales ou d'entreprises, mais jamais au niveau des conventions nationales. De récents événements ont démontré l'inefficacité de ces conventions nationales tant du côté patronal que du côté des travailleurs".

Paix du travail régionale ou paix du travail nationale? Voilà en quoi consiste l'opposition du Manifeste!!! Nous disons pas de paix du travail du tout sous quelque forme que se soit, centralisée ou décentralisée, relative ou absolue!

Quant à la question des conventions collectives le Manifeste se déclare "d'accord avec les principes énoncés par l'Union Syndicale Suisse et la FTMH selon lesquels les relations de travail doivent être régies par les Conventions collectives et par la loi". La question qui différencie donc le Manifeste de la FTMH ce n'est pas la nécessité pour les ouvriers de défendre leurs revendications par leur lutte sur un front unique, en imposant un rapport de force entre classes -là-dessus ils sont d'accord pour faire subir aux ouvriers la stérile négociation avant tout et le marchandage autour du tapis vert- mais seulement le déroulement de ces négociations qui constituent pour eux le pivot de l'activité syndicale.

Le Manifeste propose donc de rendre plus "transparentes" les négociations, et de permettre ainsi aux ouvriers de mieux en contrôler le contenu. Nous réclamons aussi le contrôle absolu sur toute négociation, mais nous l'exigeons non pas parce que la négociation constitue le fondement de nos principes sur la défense ouvrière immédiate mais parce que les bureaucrates syndicaux ne doivent pas avoir les moyens de saboter les luttes des ouvriers dans leur dos, de prendre des décisions en huit-clos avec les patrons et que c'est au niveau des assemblées générales que doivent se prendre les décisions. Ce contrôle n'est pas une panacée à tous les maux, encore faut-il que les ouvriers sachent

en exploiter les possibilités. Malheureusement, cet automne, les dirigeants syndicaux ont montré comment ils savaient se servir de ce contrôle lorsque la base est hésitante pour bloquer le développement de la lutte! Mais pour les promoteurs du Manifeste il ne s'agit que de mieux intégrer la classe ouvrière dans les mécanismes de la négociation comme unique forme de "lutte".

Nulle part non plus il n'est question d'action de classe à l'échelle nationale pour imposer des revendications uniques et communes à tous les ouvriers afin de souder leur front sur une large échelle et éliminer les disparités locales et cantonales. Au contraire, la stratégie des négociations proposée mène directement à la division encore plus aiguë des travailleurs. En effet le Manifeste réclame que soit défini en premier lieu une convention nationale cadre "sur laquelle il serait possible de construire des conventions régionales pour les petites entreprises ou des conventions d'entreprise pour les moyennes et grandes firmes".

Pas de trace non plus d'un programme de revendications ni d'objectifs syndicaux immédiats comme l'appui aux différentes luttes ouvrières du moment, le moyen de les unir, de les populariser, de les étendre, etc.

Mais alors que peuvent revendiquer ces messieurs de bien différents s'ils ne sont pas opposés à la paix du travail, s'ils considèrent que la grève ne peut être utilisées que dans les conditions les plus restrictives, que les revendications ouvrière ne doivent pas être unifiées, etc? Bien peu de choses nous l'avons vu, seulement un peu plus de "transparence dans les négociations" et un peu plus de participation des travailleurs dans les débats sur les projets de loi aux niveaux national, cantonal et communal. En effet l'optique (politique) dans laquelle agit le Manifeste est la suivante: il s'agit de rendre le syndicat plus directement la courroie de transmission de l'opportunisme PS-PdT. Qu'on en juge: "Au contraire, déjà lors des procédures de consultation, puis lors des débats au Parlement, les membres des sections devraient pouvoir être en contact étroit avec les mandataires politiques pour discuter avec eux des positions à

prendre. Dans cet esprit, les syndicats deviendraient une des plate-formes sur laquelle pourrait se réaliser une très souhaitable et très large union de la gauche". (**).

A part s'élever contre le "régime oligarchique" de la FTMH, contre lequel nous luttons aussi mais dans des buts classistes et non pas conciliateurs, le Manifeste, au niveau de la direction que lui ont imprimé ses promoteurs ne fait que reprendre sous d'autres termes la politique officielle, faite de légalisme, de paix du travail, de paix sociale et de fétichisme des conventions collectives. Il n'est de cette manière qu'une politique de rechange à la paix du travail absolue trop discréditée par les faits.

* * * * *

Malgré sa portée limitée, le Manifeste draine vers lui beaucoup d'ouvriers, trompés par sa phraséologie démagogique et attirés par les possibilités qu'il offre pour exprimer leur opposition à la politique de la centrale et par son côté oppositionnel, d'ailleurs fortement accentué par les sanctions prises par Tschumi et cie. Lorsque nous critiquons le Manifeste nous nous attaquons donc à la direction qui lui a été imprimée par ces promoteurs.

Si nous sommes opposé aux objectifs assignés au Manifeste, nous ne limitons pas notre intervention à la seule critique verbale, ni n'appelons les ouvriers à s'y limiter. Nous demandons que les assemblées du Manifeste soient ouvertes à tous les ouvriers combattifs, signataires ou non du Manifeste. Nous n'appelons pas les ouvriers à le signer, mais néanmoins à exploiter la situation qu'il crée pour démasquer la soit-disante opposition et pour renforcer les rangs des travailleurs qui sont réellement opposés à la collaboration en développant un programme d'action et de revendications en lien étroit avec les ouvriers des entreprises et sur des bases de classe tant du point de vue du contenu des revendications que

des moyens de lutte.

L'intervention des ouvriers combattifs au Manifeste se justifie pour plusieurs raisons. D'abord il s'agit de ne pas abandonner les ouvriers à la seule influence de l'opportunisme "d'opposition" et d'apporter un contre discours aux grandes phrases mystificatrices. La critique radicale des intentions des promoteurs du Manifeste est d'autant plus nécessaire que l'extrême gauche trotskiste se fait directement le porte parole des illusions jetées par le Manifeste. Ensuite il s'agit à l'intérieur du Manifeste de montrer sur quelles positions doit se placer une opposition syndicale de classe, quelle plate-forme de revendications elle doit défendre, quels moyens de lutte elle doit propager, etc... Enfin, dans l'éventualité où le rapport de force peut le permettre, il faut développer une activité syndicale intense pour la défense réelle des ouvriers, impossible à mettre en oeuvre dans les sections syndicales où toutes initiatives sont bloquées par les bonzes. Cette éventualité ne peut, dans la situation actuelle, être envisagée qu'à l'échelle locale. Croire possible un "débordement" général du Manifeste s'est montré bêtement triomphaliste et fermer les yeux sur la réalité. L'intervention dans le Manifeste, pour ne pas semer la confusion, ne peut être envisagée que dans la mesure où elle est accompagnée d'une critique radicale de ceux qui ont créé le Manifeste comme base de lancement d'une nouvelle stratégie de paix sociale.

L'analyse que nous faisons du Manifeste dès sa naissance se trouve confirmée aujourd'hui par bien des faits. La direction centrale de la FTMH a répondu au Manifeste avec les méthodes brutales qui sont sa tradition. Les sanctions promises par Tschumi si les promoteurs du Manifeste ne se rétractaient pas immédiatement en cessant leur activité oppositionnelle et en signant une déclaration les engageant à reprendre le droit chemin tracé par la fédération, ont commencé à tomber. Elles constituent le premier écueil sérieux auquel est confronté le Manifeste et permettent aux ouvriers de juger de la valeur de cette opposition interne à la FTMH. Non seulement les promoteurs du Manifeste poussent au compromis et donc à la liquidation du

Manifeste, mais encore les moyens pour parvenir à ces fins sont les mêmes que ceux qu'ils reprochaient à la direction de Berner. Pour définir leur attitude, les promoteurs du Manifeste se sont réunis fin octobre à Genève. Certains refusèrent la participation de militants syndicaux -trop combattifs à leur goût- ne faisant pas partie du groupe des fondateurs et premiers signataires qui forment la direction de fait du mouvement. C'est là donner une bonne leçon de leur "démocratie"! La discussion de cette réunion fut essentiellement axée sur la manière et le contenu du compromis inévitable à leurs yeux. On arrive maintenant à la phase du marchandage, où apparaissent mieux les querelles interbureaucratiques.

Le sort du Manifeste risque bien d'être réglé en huit-clos, et les 2000 travailleurs qui lui ont offert leur appui n'auront été mis sur le devant de la scène que pour orner la parade des Besuchet et cie.

En conclusion, en limitant l'opposition sur quelques questions de réformes de structure de la FTMH pour la rendre plus démocratique, le Manifeste écarte toutes les autres questions plus primordiales pour la classe ouvrière, à savoir celles qui concernent les revendications matérielles des ouvriers, les moyens de lutte à mettre en oeuvre, la construction de la solidarité ouvrière, le lutte

contre les discriminations entre couches de prolétaires, le lien entre toutes les luttes dans les entreprises de la métallurgie, etc. Nous qui réclamons le droit de tendance à l'intérieur des syndicats, nous ne nions pas la nécessité d'avoir le droit à la parole et l'accès à la presse dans les syndicats ainsi que de pouvoir faire contrôler par la base l'activité des dirigeants syndicaux. Mais cette question n'est absolument pas à traiter à l'exclusion de toute autre comme le font les promoteurs du Manifeste.

N'oublions pas que c'est pendant qu'on s'évertuait à parler de démocratisation de la FTMH au sein du Manifeste, que les ouvriers de Matisa avaient besoin d'un soutien réel sur les bases du refus des licenciements et de la lutte par l'occupation, afin de combattre la démobilitation et les manoeuvres des bonzes (dont Ghelfi) pour éviter l'affrontement direct avec les patrons. Le Manifeste n'a pas bronché, il est passé à côté d'une tâche qui aurait dû être la sienne et ce n'est pas le fruit du hasard!

* * * * *

Note:

Toutes les citations sont tirées du texte de "développement du Manifeste '77" qui est la plate-forme complète de fondation de ce mouvement syndical.

(**) Souligné par nous

parti communiste international

Pour des méthodes
et des revendications
de classe

(Orientations pratiques d'action syndicale)

Fr. 1.-

Lisez et
diffusez
notre plateforme
Syndicale!

— en français
— en allemand
— en espagnol
— en italien

Commandes:

Editions Programme
32, Ter. du Marche
1004 Lausanne

Prix Fr.
1.-

A LA FTMH : HARO SUR LES GAUCHISTES

Il y a quelques mois, Ghelfi (secrétaire central) marquait une étape de plus dans la répression contre les travailleurs syndiqués les plus combattifs en écrivant, pour usage interne on s'en doute, un rapport sur l'activité des "gauchistes" dans la FTMH et la FCOM.

Ce rapport confidentiel est le bilan d'une véritable entreprise de flicage pour épurer la FTMH de la vermine "gauchiste". Rien dans ce rapport n'est laissé au hasard. La question est en effet importante pour les secrétaires centraux et Ghelfi ne le cache pas: "L'extrémisme sous diverses formes, même faible en importance, existe. Il est à même de nous créer certaines difficultés ou de nous mettre dans des situations inconfortables."

Il s'agit donc de réprimer vite. Ghelfi explique alors dans son rapport de quelles organisations viennent ces gauchistes, que défendent-ils, quels sont les noms et adresses des plus en vue, quels sont les liens existant entre leurs organisations et "certains responsables des syndicats chrétiens", de quelles manières s'infiltrèrent-ils à la FTMH, comment font-ils pour acquérir quelques responsabilités syndicales et "noyauter" les cours de formation syndicale à Sainte-Croix.

A propos de ces cours, citons quelques remarques de Ghelfi sur certaines personnes invitées à Ste-Croix: "C'est ainsi qu'il a été fait appel par exemple -je l'ai su par inadvertance- à un sociologue lausannois, professeur à l'Université que chacun s'accorde à taxer de gauchiste de la pire espèce; il n'existe pas plus gauchistes que lui m'a dit un magistrat socialiste. Il ne saurait y avoir de doutes à propos de ce sociologue puisque le recteur de l'Université s'est vu pour la première fois dans l'histoire plusieurs fois centenaires de cette institution, obligé d'ouvrir une enquête administrative à propos de l'enseignement et de l'attitude de quelques professeurs dont le plus

visé est le sociologue en question". Idem pour cet autre invité "exclu de la télévision pour activités gauchistes", pour ces deux militantes du MLF "qui se sont révélées elles aussi gauchistes", etc... Voilà qui nous donne le ton du rapport!

Ensuite Ghelfi se félicite du travail de sabotage déjà effectué du bulletin des groupes de jeunesse ("Pas de problèmes?"). Pensez donc ce journal parlait de l'Espagne franquiste, de l'antimilitarisme, des grèves en Suisse, démistifiait la neutralité helvétique, etc... Vous comprendrez que tout cela n'avait "rien à voir avec les apprentis"!!! Il y avait même des articles "grotesques, tel celui d'une apprentie qui incita les jeunes filles à écrire dans ce bulletin. Cette jeune fille semble avoir un style, une connaissance des problèmes de la vie (ceux des hommes en particulier) que des travailleurs (ou travailleuses) adultes pourraient lui envier". Alors mesdemoiselles, ne vous laissez pas tenter par

Satan, retournez à vos tricots et points de (Sainte) croix!

La conclusion de ce rapport ne laisse pas de doute: la FTMH "aura tout à perdre et rien à gagner en laissant se poursuivre des actions incontrôlables". La répression contre le "Manifeste 77" nous montre de quoi est capable Ghelfi et ses acolytes.

Réprimés à l'usine pour leur combativité les ouvriers subsistent encore dans les syndicats les coups les plus vils portés par les bonzes syndicaux, dont les méthodes font partie de l'arsenal des moyens développés par la bourgeoisie et ses alliés au sein de la classe ouvrière, pour combattre toute forme d'insoumission ouvrière aux intérêts du capital.

Les ouvriers doivent combattre toutes les formes de répression dans leur syndicat, car elles ne font que répéter les méthodes de terrorisme patronal.

PCS/ML ET DEFENSE NATIONALE

Dans son journal d'octobre 77, le PCS/ML nous gratifie encore une fois d'un appel aux jeunes travailleurs pour "renforcer la défense nationale", "aujourd'hui une tâche importante et urgente".

Le stalinisme et son frère de lait le maoïsme, a depuis longtemps jeté au feu les principes élémentaires de l'antimilitarisme de classe. La question de l'antimilitarisme et de l'attitude des socialistes face aux guerres impérialistes avait déjà fait craquer la trop vieille deuxième internationale à la veille de la première guerre mondiale. Elle

avait trouvée sa réponse dans la Gauche de Zimmerwald sous l'influence de Lénine, et cette réponse était sans appel pour ceux qui avaient rejoint le camp des défenseurs de la nation aux côtés de la bourgeoisie. Depuis, l'antimilitarisme de classe n'a varié ni dans ses principes, ni dans les tâches concrètes qu'il implique. Il exprime toujours l'antagonisme le plus absolu entre l'intérêt du capital de détruire périodiquement ses forces productives pour la redistribution des marchés et la classe

ouvrière, exploitée à l'usine et réquisitionnée en temps de guerre pour fournir la chair à canon de la bourgeoisie. Il exprime donc l'antagonisme entre l'intérêt national du capital et les intérêts internationaux des prolétaires et affirme donc contre-révolutionnaires les théories de l'opportunisme sur la nécessité de défendre le pays pour sauver son "indépendance face à l'agresseur".

L'"indépendance nationale" des pays capitalistes est un concept bourgeois qui masque l'impérialisme de l'Etat. Que signifie donc être le plus indépendant pour un Etat capitaliste, sinon être le plus impérialiste pour faire dépendre le moins son sort des autres impérialismes. Il ne peut y avoir sous le règne du capital d'autre solution pour les nations bourgeoises que d'être dominées ou dominantes.

Quant à savoir qui est l'agresseur qui est l'agressé, c'est une fausse question par laquelle les opportunistes, ceux de la IIème Internationale comme leurs épigones stalinien d'hier et d'aujourd'hui, ont de tout temps justifiée leur trahison de classe en envoyant les ouvriers se faire massacrer pour "leur" bourgeoisie et en sabotant ainsi la nécessaire transformation révolutionnaire de la guerre impérialiste en guerre civile pour la prise du pouvoir dans tous les pays engagés dans le conflit. Qui a engendrés les conditions d'une guerre mondiale en 14 et en 39? L'Allemagne qui cherchait désespérément à étendre sa puissance sur le marché capitaliste et à s'aménager une chasse gardée pour son capital ou les autres impérialismes, américain, anglais ou français, qui défendaient contre l'Allemagne leurs marchés, leurs dominations, leurs chasses gardées acquises par la violence armée, par la toute puissance du capital financier?

Il n'y a aucune légitimité d'un point de vue de classe de défendre "son" pays, "ses" frontières car il ne peut s'agir que de la défense objective de "son" impérialisme (nous ne parlons pas ici des guerres de libération nationale des nations arriérées contre la nation impérialiste qui les opprime. Ces guerres par l'affaiblissement de l'impérialisme qu'elles provoquent sont de nature progres-

siste. Nous parlons des guerres déclenchées par les intérêts inconciliables des nations impérialistes).

Lénine a défendu mille fois ces positions contre les opportunistes et les hésitants centristes: "La guerre actuelle est, de la part des groupes de puissances belligérantes, une guerre impérialiste c'est-à-dire faite par les capitalistes pour le partage des bénéfices, de la domination du monde, pour les marchés du capital financier (bancaire), pour l'asservissement des nationalités faibles, etc. (...) Aussi un parti prolétarien ne peut-il soutenir ni la guerre actuelle, ni le gouvernement actuel, ni ses emprunts, sans rompre complètement avec l'internationalisme, c'est-à-dire avec la solidarité fraternelle des ouvriers de tous les pays dans la lutte contre le joug du Capital".

Et plus loin encore: "Le Parti encouragera particulièrement la fraternisation de masse dont les soldats de tous les pays ont déjà pris l'initiative sur le front, en s'efforçant de transformer cette manifestation spontanée de la solidarité des opprimés en un mouvement conscient, aussi organisé que possible, pour le passage de tout le pouvoir au prolétariat révolutionnaire dans tous les pays belligérants" ("Résolution sur la guerre", Oeuvres Choiesies, tome 2, éd. du Progrès).

Rien à voir donc avec l'ignoble "défense nationale" que les maos prônent sous le couvert classique de la "défense de toutes les conquêtes sociales et démocratiques du peuple" (rappelons que c'est au nom de la défense des libertés démocratiques face au danger fasciste que les opportunistes se ruèrent dans les jupons de l'armée bourgeoise et ensuite dans la tâche de reconstruction de l'économie nationale)!

La défense de la classe ouvrière dans une guerre impérialiste ne passe que par un seul chemin: appliquer le défaitisme révolutionnaire qui consiste à fraterniser avec son frère de classe de la "tranchée" d'en face, qu'il soit russe, américain ou chinois, souhaiter la propre défaite de sa bourgeoisie, tourner son fusil contre son officier, déclencher dans tous les

pays l'insurrection pour la prise du pouvoir par le prolétariat et l'instauration de la dictature ouvrière.

ET AUJOURD'HUI LA TACHE IMPORTANTE ET URGENTE EST DE FAIRE PRENDRE CONSCIENCE AUX OUVRIERS DE LA FAUSSETTE DES DISCOURS BOURGEOIS ET OPPORTUNISTE SUR LA COEXISTENCE PACIFIQUE, LE DESARMEMENT ET DU DANGER REEL D'UNE CONFLAGRATION IMPERIALISTE MONDIALE (voir à ce propos l'éditorial du "proletaire" no 250). ELLE EST AUSSI DE DONNER LES ARMES ET ORGANISATIONS NECESSAIRES AUX PROLETAIRES-SOLDATS POUR DEFENDRE LEURS CONDITIONS DE VIE, LUTTER CONTRE LE TERRORISME DISCIPLINAIRE, DE SOUTIRER LES COMITES DE SOLDATS DE L'INFLUENCE OPPORTUNISTE ET CENTRISTE, DE PLACER LA LUTTE DES SOLDATS, EN ETROITE LIAISON AVEC LA CLASSE OUVRIERE, SUR LE TERRAIN DE L'ANTIMILITARISME DE CLASSE QUI REJETE TOUTE COLLABORATION ET TOUTE COLLUSION AVEC LA BOURGEOISIE ET LA HIERARCHIE MILITAIRE.

Lisez et diffusez

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique
internationale

Lecteurs,
sympathisants,
soutenez la presse
du parti!
Souscrivez!

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages .. 4,00 F
- Mouvements revendicatifs et socialisme 1,50 F
- Revue « Programme Communiste » :
 - N^{os} 1 à 42 épuisés
 - N^{os} 45 à 47, 50, 56, 61 4,00 F
 - N^{os} doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 53-54, 55 7,00 F
 - N^o 58 (192 pages) 10,00 F
 - N^{os} 59, 60, 62, 63 5,00 F
 - N^{os} 64, 65 6,00 F
- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
 - (les numéros 1 à 30 sont épuisés).
 - Volume I : du n^o 31 ou n^o 71 (décembre 1969) 30,00 F
 - Volume II : du n^o 72 au n^o 117 (années 1970-71) 30,00 F
 - Volume III : du n^o 118 au n^o 163 (années 1972-73) 30,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
 1. Communisme et fascisme, 158 pages 8,00 F
 2. Parti et classe, 120 pages 8,00 F
 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages en réimpression
 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme », 100 pages 5,00 F
 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages 4,00 F
 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 15,00 F

EN LANGUE ITALIENNE :

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages 6,00 F
3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 6,00 F
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE :

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 2. Party and Class en préparation

EN LANGUE ESPAGNOLE :

- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 3. Partido y clase 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE :

- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
 1. Teses características do partido : bases de adesão 3,00 F
 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 3. Os fundamentos do comunismo revolucionario 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e
 Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au
 C.C.P. 2202-22 L Marseille (F. Gambini).

Envois : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.

programme communiste/communist program

revue internationale trimestrielle

Le numéro: 8 F - 80 FB - 1.200 Lires - 5 FS - 50 Esc.

Price per copy: 60 p. - \$ 1.25

Abonnement annuel: 24 F - 240 FB - 3.600 Lires - 16 FS - 120 Esc.

le prolétaire

journal bi-mensuel / bi-monthly

Le numéro: 1 F - 10 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel: 20 F - 200 FB - 2.500 Lires - 14 FS

il programma comunista

journal bi-mensuel / bi-monthly

Le numéro: 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel: 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

publication trimestrielle / quarterly

Le numéro: 2 F - 20 FB - 300 Lires - 1.50 FS

Abonnement annuel: 8 F - 80 FB - 1.200 Lires - 6 FS